



REXEL

un monde d'énergie

Etats financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2015





Société anonyme
au capital social de 1 460 027 880 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002
75017 Paris - France
479 973 513 R.C.S. Paris

États financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2015 *(non audités)*

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (<i>non audité</i>).....	2
Résultat global consolidé (<i>non audité</i>)	3
Bilan consolidé (<i>non audité</i>)	4
Tableau des flux de trésorerie consolidé (<i>non audité</i>)	5
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (<i>non audité</i>)	6
Notes annexes aux états financiers consolidés	7
1. Informations générales	7
2. Principales méthodes comptables.....	7
3. Regroupements d'entreprises	9
4. Information sectorielle	10
5. Frais administratifs et commerciaux.....	11
6. Autres produits et autres charges.....	11
7. Charges financières nettes.....	12
8. Impôt sur les bénéfices.....	12
9. Résultats par action.....	13
10. Avantages du personnel	13
11. Endettement financier.....	14
12. Juste valeur des instruments financiers	18
13. Saisonnalité	19
14. Litiges	19
15. Evènements postérieurs à la période de reporting.....	19

Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Période close le 31 mars	
		2015	2014
Chiffre d'affaires	4	3 286,2	3 067,3
Coût des ventes		(2 478,2)	(2 303,2)
Marge brute		808,0	764,1
Frais administratifs et commerciaux	5	(686,7)	(634,0)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		121,3	130,1
Autres produits	6	0,2	0,8
Autres charges	6	(17,6)	(19,5)
Résultat opérationnel		103,9	111,3
Produits financiers		0,8	1,3
Coût de l'endettement financier		(46,2)	(43,2)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		(19,6)	-
Autres charges financières		(7,1)	(4,3)
Charges financières (nettes)	7	(72,2)	(46,3)
Résultat net avant impôt		31,7	65,1
Impôt sur le résultat	8	(11,0)	(21,9)
Résultat net		20,7	43,2
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		21,1	43,1
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,4)	0,1
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)		0,07	0,15
Résultat dilué par action (en euros)		0,07	0,15

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Période close le 31 mars	
	2015	2014
Résultat net	20,7	43,2
Eléments destinés à être reclassés en compte de résultat :		
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger	(137,8)	0,3
Effet d'impôt	47,4	(0,1)
	(90,4)	0,2
Ecarts de conversion	280,2	(2,1)
Effet d'impôt	(40,4)	(0,8)
	239,9	(2,8)
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie	(1,7)	0,5
Effet d'impôt	0,6	(0,2)
	(1,1)	0,4
Eléments non reclassables en compte de résultat :		
Gains / (pertes) actuariels(-les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	(42,9)	(3,7)
Effet d'impôt	6,0	0,7
	(36,9)	(3,0)
<i>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</i>	111,5	(5,3)
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	132,2	37,9
Dont attribuable :		
<i>aux actionnaires de la société mère</i>	131,2	38,1
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	1,0	(0,2)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2015	Au 31 décembre 2014
Actif			
Goodwill		4 447,9	4 243,9
Immobilisations incorporelles		1 132,0	1 084,0
Immobilisations corporelles		298,5	287,1
Actifs financiers non courants		36,1	24,8
Actifs d'impôt différé		168,7	175,2
Total des actifs non courants		6 083,2	5 815,0
Stocks		1 589,4	1 487,2
Créances clients		2 349,7	2 206,0
Créances d'impôt courant		16,8	9,7
Autres actifs		502,3	499,0
Actifs destinés à être cédés		3,8	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.1	478,7	1 159,8
Total des actifs courants		4 940,8	5 365,4
Total des actifs		11 024,0	11 180,4
Capitaux propres			
Capital social		1 460,1	1 460,0
Prime d'émission		1 599,8	1 599,8
Réserves		1 412,6	1 275,9
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société		4 472,5	4 335,7
Intérêts ne conférant pas le contrôle		9,3	7,7
Total des capitaux propres		4 481,8	4 343,4
Dettes			
Dettes financières non courantes	11.1	2 518,3	2 995,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés		404,1	344,2
Passifs d'impôt différé		181,1	196,9
Provisions et autres passifs non courants		92,0	93,7
Total des passifs non courants		3 195,5	3 630,7
Dettes financières courantes	11.1	590,4	361,5
Intérêts courus	11.1	31,5	9,7
Dettes fournisseurs		2 027,1	2 126,8
Dettes d'impôt exigible		35,1	42,1
Autres dettes		662,6	666,2
Total des passifs courants		3 346,7	3 206,3
Total des passifs		6 542,2	6 837,0
Total des passifs et des capitaux propres		11 024,0	11 180,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Période close le 31 mars	
		2015	2014
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat opérationnel		103,9	111,3
Amortissements et dépréciations d'actifs	5 - 6	26,3	24,1
Avantages du personnel		(3,8)	(3,5)
Variation des autres provisions		(1,2)	0,3
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		4,3	1,7
Intérêts payés		(41,4)	(38,0)
Impôt payé		(34,0)	(27,6)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		54,3	68,3
Variation des stocks		(10,3)	(20,2)
Variation des créances clients		(27,5)	(105,3)
Variation des dettes fournisseurs		(183,1)	(116,1)
Variations des autres créances et autres dettes		(25,4)	(2,7)
Variation du besoin en fonds de roulement		(246,2)	(244,3)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		(191,9)	(176,0)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(32,6)	(25,1)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,5	1,0
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(7,5)	(7,8)
Variation des placements à long terme		(2,7)	1,0
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(42,4)	(30,9)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation de capital		-	0,7
Ventes / (Achats) d'actions propres		1,9	(1,3)
Remboursement / Rachat d'obligations senior	11	(522,6)	-
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	11	239,9	41,2
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	11	(154,1)	(138,2)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	11	0,9	(1,6)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(434,0)	(99,3)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 159,8	957,8
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation		(12,8)	3,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		478,7	655,5

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (*non audité*)

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Pour la période close le 31 mars 2014									
Au 1^{er} janvier 2014	1 416,7	1 510,8	1 377,7	(21,4)	(1,7)	(65,1)	4 217,0	10,1	4 227,1
Résultat net	-	-	43,1	-	-	-	43,1	0,1	43,2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(2,3)	0,4	(3,0)	(5,0)	(0,3)	(5,3)
Résultat global de la période	-	-	43,1	(2,3)	0,4	(3,0)	38,1	(0,2)	37,9
Augmentation de capital	0,2	0,5	-	-	-	-	0,7	-	0,7
Paiements fondés sur des actions	-	-	1,9	-	-	-	1,9	-	1,9
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(1,4)	-	-	-	(1,4)	-	(1,4)
Au 31 mars 2014	1 416,9	1 511,3	1 421,2	(23,7)	(1,3)	(68,1)	4 256,2	9,9	4 266,1
Pour la période close le 31 mars 2015									
Au 1^{er} janvier 2015	1 460,0	1 599,8	1 351,5	79,5	(1,7)	(153,4)	4 335,7	7,7	4 343,4
Résultat net	-	-	21,1	-	-	-	21,1	(0,4)	20,7
Autres éléments du résultat global	-	-	-	148,1	(1,1)	(36,9)	110,1	1,4	111,5
Résultat global de la période	-	-	21,1	148,1	(1,1)	(36,9)	131,2	1,0	132,2
Augmentation de capital	0,1	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Paiements fondés sur des actions	-	-	4,0	-	-	-	4,0	-	4,0
Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	1,5	-	-	-	1,5	-	1,5
Au 31 mars 2015	1 460,1	1 599,8	1 378,1	227,6	(2,8)	(190,3)	4 472,5	9,3	4 481,8

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada), dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine) et en Amérique Latine (essentiellement Brésil et Chili).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2015 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 29 avril 2015.

2. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2015 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 31 mars 2015. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 25 mars 2015 sous le numéro D.15-0201.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 31 mars 2015 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2014 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

2.2.1 | Amendements et interprétations

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2015, les améliorations des normes IFRS 2011-2013, adoptées en décembre 2013, concernant des modifications mineures de quelques normes. Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

2.2.2 | Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne

- L'amendement limité de la norme IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » s'applique aux cotisations salariales ou à celles des tiers aux plans à prestations définies. Son objectif est de simplifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service du salarié, comme par exemple les cotisations salariales qui sont calculées sur la base d'un pourcentage fixe du salaire. Cet amendement est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2015.
- Les améliorations des normes IFRS 2010-2012, adoptées en décembre 2013, concernent des modifications mineures de normes existantes. Celles-ci sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2015.

Leur application n'aura pas d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

2.2.3 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse, sauf indication contraire :

- Le 24 juillet 2014, l'IASB a achevé le dernier élément de sa réponse globale à la crise financière, en publiant la version finale de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Les améliorations apportées par la norme IFRS 9 comprennent une approche logique pour la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle de dépréciation unique, prospectif, fondé sur les « pertes attendues » et une approche sensiblement modifiée de la comptabilité de couverture. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » : cette nouvelle norme remplace IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires » sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires sera reconnu afin de traduire le transfert des biens ou services aux clients de façon à refléter les encaissements que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2017. Une application anticipée est autorisée.

3. | REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

3.1 | Acquisitions de 2015

Dans le cadre de sa politique de croissance externe, le Groupe a procédé, le 26 février 2015, à l'acquisition de 60% du capital de la société Shanghai Maxqueen Industry Development Co. Ltd basée en Chine.

3.2 | Allocation du prix d'acquisition

Le tableau ci-dessous présente l'allocation du prix d'acquisition relative aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés.

**Actifs nets acquis et contrepartie transférée des acquisitions consolidées au
31 mars 2015**

(en millions d'euros)

Autres immobilisations.....	-
Autres actifs non courants.....	-
Actifs courants.....	5,9
Dette financière nette	(3,3)
Autres passifs non courants.....	(0,6)
Passifs courants.....	(1,0)
Actifs nets acquis hors goodwill acquis	1,0
<i>Goodwill</i> acquis	0,5
Ajustement des <i>Goodwill</i> temporaires issus des acquisitions des années antérieures	(0,5)
Contrepartie transférée	1,0
Trésorerie acquise.....	(0,1)
Paievements différés du prix d'acquisition	(1) 6,6
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions	7,5

(1) Dont un paiement de 5,0 millions d'euros au titre de l'acquisition des intérêts ne conférant pas le contrôle de Zhongheng et un paiement de 1,8 million d'euros au titre de l'acquisition de Beijing Ouneng Tongxing (voir note 3 des états financiers consolidés du 31 décembre 2014)

4. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique pour l'activité de distribution de matériel électrique, alors que les autres activités et les entités holdings sont présentées de façon indépendante.

Les activités qui sont substantiellement similaires sont agrégées dans un seul secteur. Les facteurs pris en considération pour identifier de tels secteurs incluent la similarité des conditions économiques et politiques, la proximité des opérations, l'absence de risques particuliers associés aux activités dans les différentes zones où le Groupe est implanté et une rentabilité financière à long terme comparable.

Les secteurs opérationnels présentés sont l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et l'Amérique Latine.

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par la Direction Générale agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 31 mars 2015 et 2014

2015 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Amérique Latine	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Période close le 31 mars							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 785,5	1 128,5	307,6	64,6	3 286,2	-	3 286,2
EBITA ⁽¹⁾	102,0	29,2	6,2	(1,5)	135,9	(10,2)	125,7
Au 31 mars							
Besoin en fonds de roulement	781,7	694,3	231,9	47,0	1 755,0	(6,5)	1 748,5
Goodwill	2 670,9	1 479,7	285,3	12,0	4 447,9	-	4 447,9
2014 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Amérique Latine	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Période close le 31 mars							
Chiffre d'affaires hors groupe	1 759,4	972,0	272,9	62,9	3 067,2	0,1	3 067,3
EBITA ⁽¹⁾	101,0	33,4	7,0	(0,4)	141,0	(6,8)	134,2
Au 31 décembre							
Besoin en fonds de roulement	598,1	558,9	185,7	43,0	1 385,8	13,5	1 399,3
Goodwill	2 611,6	1 355,2	266,2	11,0	4 243,9	-	4 243,9

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Période close le 31 mars	
	2015	2014
EBITA - Total Groupe	125,7	134,2
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.....	(4,4)	(4,1)
Autres produits et autres charges	(17,4)	(18,7)
Charges financières (nettes)	(72,2)	(46,3)
Résultat net avant impôt du Groupe	31,7	65,1

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2015	2014
(en millions d'euros)		
Besoin en fonds de roulement	1 748,5	1 399,3
Goodwill	4 447,9	4 243,9
Total des actifs et passifs alloués	6 196,4	5 643,2
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 688,0	2 792,2
Intérêts courus à recevoir	4,4	0,7
Autres actifs non courants	1 466,6	1 395,9
Actifs d'impôt différé	168,7	175,2
Créances d'impôt courant	16,8	9,7
Actifs destinés à être cédés	3,8	3,7
Instruments dérivés	0,6	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	478,7	1 159,8
Total des actifs du Groupe	11 024,0	11 180,4

5. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

	Période close le 31 mars	
	2015	2014
(en millions d'euros)		
Charges de personnel	412,1	376,7
Charges d'occupation des locaux	74,5	71,4
Autres charges externes	163,1	152,3
Amortissements	22,0	19,8
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	4,4	4,1
Créances irrécouvrables	10,6	9,6
Total frais administratifs et commerciaux	686,7	634,0

6. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

	Période close le 31 mars	
	2015	2014
(en millions d'euros)		
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	-	0,4
Reprise de dépréciation d'immobilisations	0,1	-
Reprise de provisions non utilisées	0,1	0,2
Autres produits opérationnels	0,1	0,2
Total autres produits	0,2	0,8
Charges de restructuration	(15,3)	(13,7)
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles	(0,4)	(0,2)
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	-	(0,2)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises	(0,5)	(5,0)
Autres dépenses	(1,5)	(0,5)
Total autres charges	(17,6)	(19,5)

(1) Au titre du premier trimestre 2015, les coûts de restructuration sont relatifs aux réorganisations logistiques et aux programmes d'optimisation du réseau en Europe, principalement en France, aux Pays-Bas, en Suède et en Espagne (en Allemagne et au Royaume-Uni en 2014) et aux Etats-Unis.

(2) Au titre du premier trimestre 2014, ces frais concernaient les regroupements d'entreprises effectués au cours de cette période et représentaient des honoraires engagés dans le cadre de divers projets d'investissements.

7. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 31 mars	
	2015	2014
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ...	0,6	0,6
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	0,2	0,6
Total des produits financiers	0,8	1,3
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti).....	(41,9)	(42,0)
Charges d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt.....	2,8	3,2
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en autres éléments du résultat global	(0,1)	0,3
Gain / (perte) de change	(5,2)	(0,2)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat	0,5	(0,3)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	(2,3)	(4,3)
Coût de l'endettement financier	(46,2)	(43,2)
Frais financiers liés aux opérations de remboursement ⁽¹⁾	(19,6)	-
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel .	(3,0)	(2,3)
Charges financières diverses	(4,2)	(2,0)
Autres charges financières	(7,1)	(4,3)
Charges financières nettes	(72,2)	(46,3)

⁽¹⁾ Frais financiers liés au remboursement des obligations senior remboursables en 2018 (voir note 11)

8. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen estimé pour l'exercice 2015. Le taux effectif d'impôt, pour la période close le 31 mars 2015, s'établit à 34,7% comparé à 33,7% pour la période close le 31 mars 2014.

9. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ordinaires et potentielles dilutives ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 31 mars	
	2015	2014
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	21,1	43,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	290 378	281 505
Actions potentielles dilutives résultant du paiement du dividende en actions (en milliers).	-	655
Actions potentielles non dilutives (en milliers)	1 168	1 615
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)	291 546	283 775
Résultat net par action (en euros)	0,07	0,15
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	21,1	43,1
Actions potentielles dilutives (en milliers)	1 481	2 853
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	105	129
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers)	1 376	2 725
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)	293 028	286 628
Résultat net dilué par action (en euros)	0,07	0,15

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

10. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 31 mars 2015, les régimes à prestations définies les plus importants ont été réévalués. Ils concernent le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et de la différence entre les taux de rendement attendus des fonds investis dans les plans de retraite et les taux réels.

Pour la période close le 31 mars 2015, les pertes actuarielles constatées dans le résultat global pour un montant de 42,9 millions d'euros (3,7 millions d'euros au titre de la période close le 31 mars 2014) résultent de la baisse des taux d'actualisation par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2014.

Le tableau suivant présente les taux d'actualisation des plans concernés :

Taux d'actualisation (en %)	Au 31 mars 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 mars 2014
Royaume-Uni	3,25	3,50	4,50
Canada	3,50	4,00	4,50
Suisse	0,75	1,25	2,00

11. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 31 mars 2015. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

11.1 | Endettement financier net

Au 31 mars 2015, la dette financière nette s'élève à 2 652,5 millions d'euros et comprend les éléments suivants:

(en millions d'euros)	Au 31 mars 2015			Au 31 décembre 2014		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 609,8	1 609,8	-	1 992,2	1 992,2
Titrisation	128,5	912,7	1 041,2	128,2	1 013,9	1 142,1
Emprunts auprès des établissements de crédit	110,0	3,4	113,4	65,0	4,4	69,3
Billets de trésorerie	247,2	-	247,2	85,9	-	85,9
Concours bancaires et autres emprunts	102,8	-	102,8	81,7	-	81,7
Location financement	8,7	19,6	28,4	8,8	18,4	27,2
Intérêts courus	31,5	-	31,5	9,7	-	9,7
Moins coûts de transaction	(6,9)	(27,3)	(34,2)	(8,0)	(32,9)	(40,9)
Autres dettes financières et intérêts courus	621,9	2 518,3	3 140,1	371,2	2 995,9	3 367,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(478,7)			(1 159,8)
Intérêts courus à recevoir			(4,4)			(0,7)
Dérivés de couverture de la dette.....			(4,5)			6,5
Endettement financier net			2 652,6			2 213,1

(1) dont intérêts courus sur les obligations senior pour un montant de 25,4 millions d'euros au 31 mars 2015 (4,9 millions d'euros au 31 décembre 2014)

11.1.1 | Obligations senior

Le 16 mars 2015, Rexel a remboursé ses obligations senior à échéance en 2018 et portant intérêt à 7% pour un montant de 522,6 millions d'euros, qui inclut le nominal à hauteur de 488,8 millions d'euros, la prime de remboursement à hauteur de 25,4 millions d'euros et les intérêts courus du 18 décembre 2014 au 16 mars 2015 à hauteur de 8,5 millions d'euros.

Le charge financière générée par le remboursement des obligations senior se détaille ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Pour la période close le 31 mars 2015
Prime de remboursement	25,4
Amortissements des coûts de transaction	3,9
Diminué des ajustements de juste valeur	(9,7)
Frais financiers liés aux opérations de remboursement	19,6

Au 31 mars 2015, la valeur comptable des obligations senior se détaille comme suit :

	Au 31 mars 2015				Au 31 décembre 2014			
	Nominal <i>(en millions de devises)</i>	Nominal <i>(en millions d'euros)</i>	Ajuste- ments de juste valeur ⁽¹⁾	Total	Nominal <i>(en millions de devises)</i>	Nominal <i>(en millions d'euros)</i>	Ajuste- ments de juste valeur	Total
Obligations remboursables en 2018	EUR -	-	-	-	EUR 488,8	488,8	10,2	499,0
Obligations remboursables en 2019	USD 500,0	464,7	1,3	466,0	USD 500,0	411,8	(4,1)	407,7
Obligations remboursables en 2020	USD 500,0	464,7	7,3	472,0	USD 500,0	411,8	0,8	412,6
Obligations remboursables en 2020	EUR 650,0	650,0	21,8	671,8	EUR 650,0	650,0	22,8	672,8
TOTAL		1 579,5	30,4	1 609,8		1 962,5	29,7	1 992,2

⁽¹⁾ Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 12)

11.1.2 | Programmes de cession de créances

Le Groupe Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe Rexel varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 31 mars 2015, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé	Montant des créances cédées au 31 mars 2015	Sommes tirées au 31 mars 2015	Solde dû		Échéance
				au 31 mars 2015	au 31 décembre 2014	
<i>(en millions de devises)</i>				<i>(en millions d'euros)</i>		
Europe - Australie	425,0 EUR	459,0 EUR	338,2 EUR	338,2	396,1	18/12/2017
Etats-Unis	545,0 USD	632,3 USD	466,0 USD	433,1	422,9	20/12/2017
Canada	190,0 CAD	245,3 CAD	176,6 CAD	128,5	128,2	19/11/2015
Europe	384,0 EUR	474,6 EUR	329,8 EUR	329,8	374,9	20/12/2016
TOTAL				1 229,6	1 322,2	
dont :	- Dette enregistrée au bilan:			1 041,2	1 142,1	
	- Financement hors bilan (programme Ester):			188,4	180,1	

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 31 mars 2015, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation s'élevait à 1 453,9 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 229,6 millions d'euros.

11.1.3 | Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 31 mars 2015, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 247,2 millions d'euros (85,9 millions d'euros au 31 décembre 2014).

11.2 | Variation de l'endettement net

Aux 31 mars 2015 et 2014, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	Période close le 31 mars	
	2015	2014
(en millions d'euros)		
Au 1er janvier	2 213,1	2 192,0
Remboursements d'obligations senior	(522,6)	-
Variation nette des autres emprunts et concours bancaires.....	239,9	41,2
Variation nette des lignes de crédit	(282,7)	41,2
Variation nette de la titrisation	(154,1)	(138,2)
Variation nette des dettes de location financement.....	0,9	(1,6)
Variation nette des dettes financières	(435,9)	(98,6)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	668,3	306,2
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	182,6	(4,5)
Effet des variations de périmètre sur l'endettement brut.....	3,4	6,1
Amortissement des coûts de transaction.....	2,9	2,8
Frais financiers liés aux opérations de refinancement.....	19,6	-
Autres variations	(1,5)	1,3
Au 31 mars	2 652,5	2 405,3

11.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2015	2014
(en millions d'euros)		
Echéances :		
Un an	628,7	379,1
Deux ans	340,0	384,2
Trois ans	588,5	644,8
Quatre ans	2,6	501,5
Cinq ans	467,7	409,3
Au delà.....	1 146,7	1 088,9
Sous-total dette financière	3 174,3	3 407,8
Coûts de transaction	(34,2)	(40,9)
Dette financière	3 140,1	3 367,0

Les obligations senior émises en avril 2012 pour un montant de 500 millions de dollars américains arrivent à échéance en décembre 2019, celles émises en avril 2013 pour un montant de 650 millions d'euros et 500 millions de dollars américains arrivent à échéance en juin 2020.

Le contrat de Crédit Senior a été amendé en novembre 2014 pour une période de 5 ans se terminant en novembre 2019. Il comprend une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 1 064,2 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 157,5 millions d'euros.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2015, 2016, et 2017. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Au 31 mars 2015, le montant des liquidités du Groupe s'élève à 1 192,8 millions d'euros (2 052,2 millions d'euros au 31 décembre 2014) représentant un excédent de 564,1 millions d'euros comparé au montant de 628,7 millions d'euros de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois.

	<i>(en millions d'euros)</i>	
	Au 31 mars 2015	Au 31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie...	478,7	1 159,8
Concours bancaires.....	(102,8)	(81,7)
Billets de trésorerie.....	(247,2)	(85,9)
Contrat de crédit senior non tiré.....	982,0	982,0
Ligne Bilatérale.....	82,2	77,9
Liquidité.....	1 192,8	2 052,2

12. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 31 mars 2015, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

	Au 31 mars 2015		Au 31 décembre 2014		Hiérarchie IFRS13
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
<i>(en millions d'euros)</i>					
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	7,1	7,1	-	-	Niveau 2
Autres instruments dérivés	0,6	0,6	0,1	0,1	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations senior	1 609,8	1 676,3	1 992,2	2 045,9	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	3,8	3,8	7,6	7,6	Niveau 2
Autres instruments dérivés	15,3	15,3	12,1	12,1	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les *swaps* de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

13. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

14. | LITIGES

Pour la période close le 31 mars 2015, il n'y a pas eu d'évolution concernant les litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2014 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

15. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

Le 29 avril 2015, le Groupe a conclu un accord en vue de la cession de ses activités en Amérique Latine à Sonepar pour un prix de vente de 17,3 millions d'euros (18,6 millions de dollars américains). Cette transaction reste soumise à l'approbation des autorités de la concurrence et devrait représenter une perte de l'ordre de 70 millions d'euros avant impôts.